

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/58
18 novembre 2002

(02-6366)

Comité des sauvegardes

RAPPORT DU PRÉSIDENT AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES SUR L'EXAMEN TRANSITOIRE CONCERNANT LA CHINE

1. Le Comité des sauvegardes a procédé au premier examen transitoire concernant la mise en œuvre de l'Accord sur les sauvegardes par la Chine, au titre de la section 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine (WT/L/432), à sa réunion du 28 octobre 2002.
2. Aux termes de l'annexe 1A du Protocole, la Chine est tenue de fournir des renseignements sur la mise en œuvre de sa Réglementation relative aux sauvegardes. Les renseignements fournis par la Chine à cet égard sont reproduits dans le document G/SG/W/193. Le Comité a également examiné les notifications présentées par la Chine et reproduites sous les cotes G/SG/N/1/CHN/1; G/SG/N/1/CHN/2; G/SG/N/6/CHN/1; G/SG/N/7/CHN/1; et G/SG/N/11/CHN/1.
3. Les Membres ont posé des questions dans le cadre de l'examen transitoire au sujet de la notification concernant la législation chinoise contenue dans le document G/SG/N/1/CHN/2. Les questions des Membres sont reproduites dans les documents G/SG/Q1/CHN/1; G/SG/Q1/CHN/2; G/SG/Q1/CHN/3; G/SG/Q1/CHN/4; et G/SG/Q1/CHN/6. Des questions ont également été posées concernant certaines mesures de sauvegarde prises par la Chine. Ces questions figurent dans le document G/SG/Q2/CHN/1.
4. Les déclarations prononcées à la réunion du 28 octobre 2002, à laquelle l'examen transitoire constituait le point C de l'ordre du jour, sont reproduites dans le compte rendu de la réunion qui sera distribué sous la cote G/SG/M/20. Les paragraphes pertinents qui contiennent les déclarations prononcées et rendent compte des discussions tenues à cette réunion sont annexés au présent document.

ANNEXE

C. EXAMEN TRANSITOIRE AU TITRE DE LA SECTION 18 DU PROTOCOLE D'ACCESSION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE À L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

1. Le Président a relevé que la section 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine à l'Organisation mondiale du commerce disposait que tous les organes subsidiaires, y compris le Comité des sauvegardes, "dont le mandat couvr[ait] les engagements de la Chine au titre de l'Accord sur l'OMC ou du ... [P]rotocole examiner[aient], dans un délai d'un an à compter de l'accession, selon qu'il conviendr[ait] compte tenu de leur mandat, la mise en œuvre par la Chine de l'Accord sur l'OMC et des dispositions y relatives du ... [P]rotocole." Avant cet examen, la Chine devait fournir des renseignements pertinents, y compris ceux qui sont spécifiés à l'annexe 1A du Protocole. La Chine pouvait également soulever des questions relatives à toutes réserves formulées au titre de la section 17 ou à tous autres engagements spécifiques contractés par d'autres Membres dans le cadre du Protocole au sein des organes subsidiaires qui avaient un mandat correspondant. Le Président a par ailleurs noté que le Comité devait présenter dans les moindres délais un rapport sur les résultats de l'examen au Conseil du commerce des marchandises et que cet examen devait avoir lieu après l'accession chaque année, pendant huit ans, un examen final ayant lieu la dixième année ou à une date plus rapprochée arrêtée par le Conseil général. Le Président a déclaré que le Protocole n'établissait aucune procédure concernant la conduite de l'examen transitoire mais indiquait seulement que la Chine était tenue de fournir des renseignements pertinents avant l'examen. Conformément à la section IV.6 de l'annexe 1A du Protocole, la Chine était tenue de notifier au Comité la mise en œuvre de sa Réglementation relative aux sauvegardes.

2. Le Président a noté que la Chine avait présenté plusieurs notifications, conformément aux obligations souscrites par tous les Membres au titre de l'Accord. La Chine avait présenté deux notifications sur sa législation, reproduites sous les cotes G/SG/N/1/CHN/1 et G/SG/N/1/CHN/2. La Chine avait également présenté plusieurs notifications relatives à des actions dans le domaine des sauvegardes concernant les importations d'acier. Ces notifications figuraient dans le document G/SG/N/6/CHN/1, G/SG/N/7/CHN/1 et G/SG/N/11/CHN/1. La Chine avait aussi envoyé un fax le 24 octobre 2002 concernant la mise en œuvre de sa Réglementation relative aux sauvegardes.

3. Le Président a indiqué qu'un certain nombre de Membres avaient posé des questions dans le cadre de l'examen transitoire, tant au sujet de la notification concernant la législation chinoise distribuée sous la cote G/SG/N/1/CHN/2, que des notifications d'actions dans le domaine des sauvegardes. Ces questions sont reproduites dans les documents G/SG/Q1/CHN/1, G/SG/Q1/CHN/2, G/SG/Q1/CHN/3, G/SG/Q1/CHN/4, G/SG/Q1/CHN/6 et G/SG/Q2/CHN/1.

4. Le représentant des États-Unis a demandé si la Chine répondrait par écrit aux questions.

5. Les représentants des CE et du Japon ont estimé que la Chine devrait répondre aux questions complémentaires à la réunion en cours et ont demandé des précisions à ce sujet. Les CE ont indiqué que des réponses écrites aux questions seraient certainement utiles.

6. Le représentant de la Chine a dit que sa délégation ferait une présentation générale de la mise en œuvre par la Chine de l'Accord sur les sauvegardes et qu'elle répondrait ensuite oralement aux questions posées dans le cadre du mécanisme d'examen transitoire reçues préalablement. La Chine ne répondrait pas par écrit aux questions posées dans le cadre du mécanisme d'examen transitoire puisqu'il n'existait aucune prescription en la matière dans son Protocole d'accession. Elle répondrait aux questions complémentaires une fois que la notification concernant la législation chinoise distribuée sous la cote G/SG/N/1/CHN/2 aurait été formellement examinée par le Comité, à la réunion

d'avril 2003. La Chine tenait à ne pas anticiper le processus d'examen de la législation qui était prévu pour la réunion d'avril 2003.

7. Le représentant de la Chine a prononcé la déclaration suivante au Comité (voir le document G/SG/W/192):

Permettez-moi tout d'abord de vous remercier, vous et le Secrétariat, d'avoir préparé et organisé pour la réunion d'aujourd'hui ce premier examen mené par le Comité des sauvegardes conformément au paragraphe 18 du Protocole d'accession de la Chine.

M. le Président, le gouvernement chinois a toujours eu pour politique de mener et encourager une politique commerciale loyale et ouverte. L'accession de la Chine à l'OMC, malgré les défis monumentaux qu'elle pose, reflète véritablement ce à quoi nous aspirons profondément en la matière. Nous pensons que cet examen par le Comité est important et utile. C'est pour nous l'occasion d'examiner tous les engagements qui ont été pris conformément à l'Accord sur les sauvegardes de l'OMC au cours du processus d'accession de la Chine et d'échanger des vues à ce sujet.

M. le Président, aujourd'hui dans ma déclaration, je m'attacherai à trois points. Je donnerai tout d'abord un aperçu de la mise en œuvre de l'Accord sur les sauvegardes par la Chine depuis son accession à l'OMC. Dans la deuxième partie, j'apporterai des réponses aux questions présentant un intérêt commun que certains Membres nous ont adressées avant la présente réunion; enfin, M. le Président, je voudrais aussi exposer les préoccupations de la Chine en matière de sauvegardes.

En ce qui concerne la mise en œuvre de l'Accord sur les sauvegardes de l'OMC par la Chine, M. le Président, dans le paragraphe 154 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine à l'OMC, la Chine s'était engagée à "[mettre] en œuvre son Règlement sur les sauvegardes par le biais duquel les futures mesures de sauvegarde seraient réglementées. Le contenu de ce nouveau règlement serait entièrement compatible avec l'Accord sur les sauvegardes". C'est à partir de cet engagement et conformément aux dispositions pertinentes de la Loi sur le commerce extérieur de la République populaire de Chine, que la Chine a élaboré son Règlement sur les sauvegardes, qui a été adopté par le Conseil d'État le 31 octobre 2001. Ce règlement a été promulgué en vertu du Décret n° 330 du Conseil d'État le 26 novembre 2001 et est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

Outre ce règlement principal spécifique, la Chine a également adopté deux règles administratives sur les sauvegardes. Il s'agit des Règles provisoires concernant l'ouverture d'une enquête en matière de sauvegardes et des Règles provisoires concernant les auditions dans le cadre d'une enquête en matière de sauvegardes. Ces deux textes ont été promulgués par le Ministère du commerce extérieur et de la coopération économique ("MOFTEC") le 10 février 2002 et sont entrés en vigueur le 13 mars 2002.

La Chine a ouvert une seule enquête en matière de sauvegardes depuis son accession, qui est encore en cours. L'Association chinoise du fer et de l'acier ("CISA"), conjointement avec cinq grandes entreprises sidérurgiques en Chine, a déposé une demande auprès du Ministère du commerce extérieur et de la coopération économique (MOFTEC) le 19 avril de cette année, afin que soit ouverte une enquête en matière de sauvegardes sur les importations de certains produits en acier et que soient appliquées des mesures de sauvegarde provisoires.

Se basant sur la détermination préliminaire faite par la suite, selon laquelle il existait des éléments de preuve établissant que l'accroissement des importations avait causé un dommage grave et une menace de dommage grave à la branche de production chinoise de fer et d'acier, le MOFTEC a annoncé le 20 mai 2002 l'ouverture d'une enquête en matière de sauvegardes concernant certains produits en acier, ainsi que l'application d'une mesure de sauvegarde provisoire à certains produits en acier avec effet à compter du 24 mai 2002. La mesure a pris la forme d'un contingent tarifaire et durerait 180 jours. Les autorités chargées de l'enquête en matière de sauvegardes décideront d'appliquer ou non une mesure de sauvegarde définitive en fonction des résultats de l'enquête.

En ce qui concerne le règlement, les règles administratives et les mesures que j'ai évoqués précédemment, la Chine a satisfait à son obligation de notification à l'OMC et à ses Membres. La Chine a notifié l'existence de son Règlement sur les sauvegardes et des deux règles administratives à l'OMC le 6 juin 2002. Le texte complet du Règlement en anglais a été communiqué ultérieurement dans une seconde notification le 27 août 2002. Les deux règles administratives sont encore en cours de traduction et les textes en anglais seront communiqués dès qu'ils sont prêts.

S'agissant des mesures de sauvegarde concernant certains produits en acier, la Chine a également notifié l'ouverture d'une enquête en matière de sauvegardes, conformément à l'article 12:1 a); l'application de la mesure de sauvegarde provisoire, conformément à l'article 12:4, et l'exemption pour les pays en développement Membres, conformément à la note de bas de page 2 de l'article 9.

M. le Président, avant la présente réunion, des questions nous ont été posées par plusieurs Membres concernant la législation de la Chine en matière de sauvegardes et sur son application. Je souhaiterais maintenant répondre à celles qui présentent un intérêt commun pour les Membres.

1. Rôle des différentes autorités gouvernementales dans les enquêtes en matière de sauvegardes

Il existe actuellement trois organismes gouvernementaux en Chine qui traitent des sauvegardes, à savoir: le Ministère du commerce extérieur et de la coopération économique (MOFTEC), la Commission d'État pour l'économie et le commerce (SETC) et la Commission tarifaire du Conseil d'État (TCSC).

Selon le Règlement sur les sauvegardes, le MOFTEC est chargé des enquêtes et de la détermination de l'accroissement des importations. Lorsqu'une mesure de sauvegarde définitive prend la forme d'une restriction quantitative, la décision doit être prise et publiée par le MOFTEC en tant qu'autorité administrative chargée du commerce extérieur. La SETC est responsable de l'enquête et de la détermination de l'existence d'un dommage. La TCSC doit décider s'il faut augmenter les taux de droits comme mesure de sauvegarde provisoire ou définitive, sur proposition du MOFTEC d'après les constatations de l'enquête. Les dispositions particulières concernant les attributions de la TCSC figurent à l'article 24 du Règlement. Selon ledit article, les mesures de sauvegarde seront limitées à la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement de la branche de production nationale. Si le MOFTEC et la TCSC décident de différentes formes de mesures de sauvegarde, c'est pour s'assurer de l'application uniforme des lois et règlements en matière commerciale, comme spécifié à l'article X du GATT de 1994. Alors que le MOFTEC est l'organisme gouvernemental chargé de concevoir et

d'appliquer les mesures administratives relatives au commerce, la TCSC traite les questions relatives à l'élaboration des tarifs douaniers.

Hormis les fonctions évoquées précédemment qui sont du ressort de la SETC et de la Commission tarifaire, le MOFTEC traite toutes les autres questions relatives aux sauvegardes, y compris les consultations, les notifications, le règlement des différends concernant les mesures de sauvegarde, etc.

2. Mise en œuvre de l'article 32 du Règlement sur les sauvegardes

M. le Président, certains Membres s'inquiètent de ce que la Chine puisse prendre les "mesures appropriées" au titre de l'article 32 de son Règlement sur les sauvegardes. Je souhaiterais dire clairement que, premièrement, la Chine n'a encore jamais appliqué l'article 32 du Règlement et n'a donc pris aucune "mesure appropriée"; deuxièmement, en tant que Membre de l'OMC, la Chine aura recours aux dispositions en matière de règlement des différends prévus à l'Annexe II de l'Accord de l'OMC avant de prendre ces "mesures appropriées", si l'autre partie en cause est également Membre de l'OMC; troisièmement, pour le cas où des mesures de rééquilibrage seraient prises, la Chine se conformera aux dispositions de l'article 8 de l'Accord sur les sauvegardes.

3. Questions concernant les "pays en développement Membres"

L'article 23 du Règlement prévoit que les mesures de sauvegarde seront appliquées à un produit quelle que soit son origine. Cependant, je voudrais aussi dire clairement ici que rien n'empêche la Chine d'appliquer l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes, c'est-à-dire de ne pas appliquer ces mesures de sauvegarde aux pays en développement Membres qui répondent aux conditions précisées. Dans la pratique, les pays en développement Membres satisfaisant aux prescriptions de l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes avaient été exclus des mesures provisoires imposées par la Chine sur certaines importations de produits en acier, comme cela a été notifié au Comité des sauvegardes. Afin de définir et d'identifier un pays en développement Membre, la Chine se référera aux réglementations et aux pratiques des autres Membres de l'OMC. À cet égard, je voudrais dire également qu'il est indéniable que la Chine est elle-même un pays en développement. Les Communautés européennes et le Canada l'ont reconnu et ont traité la Chine comme tel lorsqu'ils ont récemment appliqué des mesures de sauvegarde à certains produits en acier. Je profite de cette occasion pour leur exprimer notre reconnaissance. Sur ce point, nous sommes très préoccupés par le fait que les États-Unis n'ont pas traité la Chine d'une façon loyale et objective, à savoir comme un pays en développement, dans leurs enquêtes au titre de l'article 201 visant certains produits en acier importés, bien que le statut de pays en développement de la Chine ait été reconnu par tous les autres Membres de l'OMC et confirmé par l'accession de la Chine à l'OMC.

4. Mise en œuvre de l'article 11 de l'Accord sur les sauvegardes

Certains Membres de l'OMC souhaitent que la Chine précise qu'elle ne mettra pas en œuvre les "mesures de la zone grise" interdites au titre de l'article 11 de l'Accord sur les sauvegardes. Je confirme ici que la Chine se conformera à l'article 11 dudit accord.

Toutefois, je dois attirer l'attention des Membres sur le fait que certains Membres ont appliqué à la Chine ce qui est précisément interdit par l'article 11 de

l'Accord sur les sauvegardes, en insérant la section 16 dans le Protocole d'accession de la Chine à l'OMC. En vertu de cette section, des limitations volontaires de ses exportations par la Chine ont été prévues comme solution de rechange par rapport aux mesures de sauvegarde par produit.

M. le Président, outre les réponses que je viens de donner à certaines interrogations communes aux autres Membres, je voudrais aussi exprimer les graves préoccupations que suscitent pour nous le recours au mécanisme de sauvegarde transitoire par produit au titre de la section 16 du Protocole d'accession de la Chine par tel ou tel autre Membre de l'OMC. Ce mécanisme va lui-même à l'encontre du principe fondamental de non-discrimination de l'OMC, et la Chine a pris note du fait que beaucoup de membres du Groupe de travail de l'accession de la Chine avaient dit que la plus grande modération serait exercée lorsqu'on avait recours audit mécanisme et qu'il ne serait appliqué que dans des circonstances très particulières, à savoir lorsque les autres mesures correctives commerciales seraient inefficaces. Nous espérons que les autres Membres de l'OMC s'en tiendront à cette interprétation. De fréquents recours à un mécanisme de cette nature ne peuvent qu'affaiblir la volonté de la Chine de jouer un rôle actif et constructif dans le système commercial multilatéral.

M. le Président, la Chine note avec inquiétude que les prescriptions de fond et de procédure prévues pour garantir une procédure régulière et un traitement équitable des exportations chinoises ne sont pas pleinement prises en compte dans la mise en œuvre des législations de certains Membres de l'OMC. Nous espérons que ces prescriptions de fond et de procédure concernant l'imposition de mesures de sauvegarde par produit incorporées dans le Protocole d'accession de la Chine, le rapport du Groupe de travail et l'Accord sur les sauvegardes de l'OMC, seront respectées dans le cadre des enquêtes visées.

8. Le représentant des États-Unis a remercié la Chine de son exposé et a fait la déclaration suivante au Comité:

Les mesures correctives autorisées par l'Accord sur les sauvegardes constituent une partie fondamentale de l'actuel système commercial international fondé sur des règles. La transparence, la prévisibilité et le respect de la primauté du droit sont autant d'éléments indispensables pour assurer une application de ces mesures correctives qui soit compatible avec les règles de l'OMC et veiller à ce qu'elles ne constituent pas des obstacles injustifiables au commerce. Par conséquent, il est de l'intérêt de tous les Membres de faire en sorte que chacun d'eux mette en œuvre rapidement et effectivement les obligations qu'il a contractées dans le cadre de l'OMC dans ce domaine.

Notre objectif commun, dans ce mécanisme d'examen transitoire, devrait être de procéder à un examen approfondi et sérieux, à la fois pour souligner les succès de la Chine et pour définir les domaines dans lesquels il faut encore travailler. Puisque la Chine a déjà commencé à appliquer sa législation relative aux sauvegardes, il est important qu'elle explique comment elle entend mettre ses pratiques davantage en conformité avec les engagements qu'elle a contractés dans le cadre de l'OMC là où des lacunes subsistent. Nous tenons à faire tout notre possible pour faciliter un tel examen et demandons instamment à la Chine d'y participer dans l'esprit dans lequel il est censé se dérouler. Un aspect essentiel de cet examen réside dans la possibilité qu'ont les Membres de poser des questions sur les éléments des pratiques chinoises qu'ils ne comprennent pas. Les États-Unis et cinq autres Membres ont posé de telles questions et nous remercions la Chine des renseignements qu'elle a fournis.

récemment aux Membres de ce Comité au sujet de la mise en œuvre de l'Accord sur les sauvegardes.

Nous reconnaissons les efforts déployés par la Chine pour mettre en œuvre des lois et règlements concernant les mesures correctives commerciales qui soient compatibles avec les prescriptions de l'OMC et nous nous en félicitons. La Chine a promulgué sans tarder une nouvelle réglementation et des règles d'application, la nouvelle réglementation étant entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2002, suivie de deux ensembles de règles provisoires en mars. Nous regrettons cependant que la Chine ait tardé à notifier cette réglementation et ces règles – la réglementation relative aux sauvegardes n'a été notifiée qu'en juin (seulement par son titre dans le document G/SG/N/1/CHN/1) tandis que le texte de cette réglementation n'a été notifié qu'en août (G/SG/N/1/CHN/2). Comme l'indiquent les renseignements qu'elle a récemment fournis à ce Comité, la Chine n'a pas encore notifié le texte de ses règles provisoires d'application (mentionnées dans le document G/SG/N/1/CHN/1) sur les ouvertures d'enquêtes et les auditions.¹

Pour ce qui est de la transparence, nous demandons instamment au Ministère du commerce extérieur et de la coopération économique (MOFTEC) et à la Commission d'État pour l'économie et le commerce (SETC) de redoubler d'efforts pour que les renseignements non confidentiels présentés au cours des procédures en matière de sauvegardes soient mis à la disposition des parties intéressées et du public. De plus, il semble que ces deux organismes ne donnent pas beaucoup – voire pas du tout – de renseignements sur leurs processus respectifs d'analyse et de prise de décisions. Nous espérons que la Chine profitera du fait qu'elle n'est qu'au stade initial de l'administration de sa législation en matière de sauvegardes pour assurer une plus grande transparence dans ses procédures.

Il est encourageant de constater que la réglementation notifiée s'appuie d'une manière générale sur les principes de la primauté du droit et du respect d'une procédure régulière, même si ces principes y sont peu développés. En particulier, la Chine devrait préciser la ou les lois spécifiques qui régissent ses actions dans le domaine des sauvegardes et les notifier au Comité. La Chine devrait également préciser le rôle respectif des organes de l'État chinois participant à l'administration du régime chinois de sauvegarde – le MOFTEC, la SETC et la Commission tarifaire du Conseil d'État – ainsi que les règles auxquelles cette dernière est assujettie s'agissant de l'établissement de déterminations finales en matière de sauvegardes.

La Chine a accompli un effort délibéré pour faire en sorte que sa réglementation soit conforme aux dispositions et aux prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes. Le libellé de la réglementation notifiée par la Chine paraît suivre d'une manière générale les dispositions de l'Accord mais dans certains domaines, des dispositions essentielles ont été omises ou rédigées d'une manière ambiguë. En outre, la Chine a inclus des dispositions qui n'apparaissent pas dans l'Accord. L'exemple le plus frappant est celui de l'article 32 de la réglementation notifiée, qui dispose que la Chine peut prendre des mesures "appropriées" dans les cas où un autre pays applique "de manière discriminatoire" des mesures de sauvegarde à l'encontre d'exportations en provenance de la Chine. Cette disposition semble avoir suscité un bon nombre

¹ Les États-Unis se réservent le droit de faire des observations et de poser des questions supplémentaires concernant les règles provisoires et les sujets sur lesquels elles portent une fois que la Chine aura présenté formellement le texte de ces règles au Comité.

d'observations et de préoccupations. À cet égard, nous relevons que la Chine a indiqué qu'elle recourrait au mécanisme de règlement des différends si l'autre partie était un Membre de l'OMC. Dans quelles circonstances, dans ce cas, la Chine entend-elle recourir à l'application de l'article 32? Quelle conclusion du mécanisme de règlement des différends entraînerait l'application de l'article 32?

Les États-Unis et d'autres Membres ont aussi des questions à poser sur des points tels que les suivants:

- Comment les renseignements confidentiels sont-ils traités en vertu de l'article 13 de la réglementation notifiée afin que cela soit conforme aux dispositions de l'article 3:2 de l'Accord sur les sauvegardes?
- Question de savoir si la majoration des droits de douane et les contingents sont les seuls types de mesures correctives autorisés en vertu de la législation chinoise et comment ils sont traités en vertu des articles 20 et 21 de la réglementation notifiée;
- Application des facteurs de dommage exposés dans les articles 8 et 11 de la réglementation notifiée; et
- Modalités et conditions régissant la prorogation d'une mesure de sauvegarde.

Les questions que les États-Unis et d'autres Membres ont posées visent à clarifier et à comprendre les points mentionnés ci-dessus. Nous regrettons que la Chine ne soit apparemment pas encore en mesure de fournir des réponses écrites à ces questions, ce qui aurait grandement facilité l'examen au cours de ces réunions. Afin que la procédure d'examen soit utile à tous, y compris à la Chine, nous demandons instamment à cette dernière de fournir en temps opportun des réponses écrites aux questions qui lui ont été posées par les Membres.

Nous tenons également à souligner que les États-Unis ne contestent pas l'utilisation par la Chine de mesures correctives en matière de sauvegardes, pour autant que ces mesures soient compatibles avec les règles de l'OMC. Nous serons heureux de continuer à coopérer avec la Chine, notamment par le biais d'échanges dans le cadre de l'assistance technique, tandis que la Chine poursuivra l'élaboration de son régime de mesures correctives commerciales.

9. Le représentant des CE a remercié la Chine de sa déclaration et a demandé quand elle notifierait au Comité ses deux règlements d'application. Il a également demandé à la Chine de répondre aux questions 1 et 4 figurant dans le document G/SG/Q1/CHN/2.

10. Le représentant du Japon a remercié la Chine des renseignements qu'elle avait fournis dans le cadre du mécanisme d'examen transitoire et lui a demandé de répondre aux questions I.2.1, I.7.1 a), I.7.2 a), I.7.3, I.8.1 b) et I.10.1 b) et c) reproduites dans le document G/SG/Q1/CHN/3 concernant sa réglementation.

11. Le représentant du Japon a prononcé la déclaration suivante concernant les mesures de sauvegarde provisoires appliquées par la Chine aux importations de certains produits en acier:

Les mesures de sauvegarde provisoires, que la Chine a imposées en mai dernier sur certains produits en acier, sont des mesures protectionnistes, quelles que puissent être les circonstances dans lesquelles elles ont été prises. Elles pourraient

également déclencher l'adoption par les Membres de nouvelles mesures, prolongeant la série de réactions en chaîne qui a commencé avec les mesures de sauvegarde prises par les États-Unis. Le Japon est gravement préoccupé par ces mesures.

C'est pour cette raison que le gouvernement japonais a engagé deux séries de consultations avec le gouvernement chinois conformément à l'article 12:4 de l'Accord sur les sauvegardes. Nous devons souligner, toutefois, que les explications fournies par le gouvernement chinois au sujet de la compatibilité de ces mesures avec les règles de l'OMC sont loin d'être convaincantes. Le Japon a toujours de sérieux doutes quant à la compatibilité de ces mesures de sauvegarde avec les règles de l'OMC.

Ces mesures de sauvegarde provisoires doivent arriver à expiration le 19 novembre. Si la Chine décide alors d'appliquer des mesures de sauvegarde définitives, nos craintes deviendront réalité, c'est-à-dire qu'on assistera à une nouvelle prolifération de mesures de sauvegarde concernant les produits en acier dans le monde. Cela créera de nouveaux obstacles au commerce mondial des produits en acier et affaiblira en outre la dynamique nécessaire au succès des négociations pour une libéralisation accrue des échanges dans le cadre du Programme de Doha pour le développement. Je dois indiquer clairement que le Japon ne peut pas passer et ne passera pas sous silence des questions risquant d'évoluer de manière aussi grave.

Au nom de la délégation japonaise, je voudrais dire à la délégation chinoise que j'espère vivement que la Chine tiendra dûment compte de ces préoccupations et fera preuve de prudence au moment de décider s'il convient d'appliquer des mesures de sauvegarde définitives.

12. Le représentant du Japon a demandé à la Chine de répondre aux questions II.1.1, II.2.1, II.2.2, II.4.1, II.7.1, II.8.1 et II.8.2 figurant dans le document G/SG/Q2/CHN/1 concernant les mesures de sauvegarde provisoires adoptées par la Chine à l'égard des importations de certains produits en acier.

13. Le représentant du Taipei chinois a remercié la Chine pour les renseignements qu'elle a fournis et s'est félicité de la possibilité offerte par le mécanisme d'examen transitoire de clarifier certaines questions avec la Chine. Il a demandé à la Chine de répondre à la question 4 figurant dans le document G/SG/Q1/CHN/4.

14. Le représentant de la Turquie a remercié la Chine de s'être efforcée de répondre aux questions posées par les Membres et espérait recevoir ces réponses par écrit.

15. Répondant aux Membres qui souhaitaient obtenir des réponses écrites, le représentant de la Chine a rappelé la position de son pays, à savoir que dans le cadre du mécanisme d'examen transitoire, la Chine n'était pas tenue de fournir par écrit des réponses aux questions des Membres mais que, cependant, sa déclaration pourrait être distribuée aux Membres à l'issue de la réunion. Il a ensuite répondu aux questions additionnelles posées par les Membres. En ce qui concerne l'article 3 de la Réglementation, il a expliqué que la notion d'"autre organisation" faisait référence aux organisations (telles que les chambres de commerce, les associations professionnelles et les syndicats) qui n'avaient pas la personnalité juridique mais qui pouvaient néanmoins avoir un intérêt dans l'enquête. Si une "autre organisation" de ce type ne devait pas nécessairement être un producteur, elle devait avoir un lien avec la branche de production nationale intéressée. L'intervenant a également expliqué que les règles régissant le contenu des demandes figuraient dans les règles d'application/administratives de la Chine (pas encore notifiées au Comité).

16. S'agissant de la compatibilité de l'article 8 de la Réglementation avec l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, l'intervenant a affirmé que l'autorité chargée de l'enquête était tenue d'examiner

tous les facteurs ayant une incidence sur la situation de la branche de production nationale. La liste de facteurs figurant à l'article 8 n'est pas exhaustive.

17. Pour ce qui est de l'article 9 de la Réglementation, il n'existait pas de disposition régissant la durée des enquêtes de la Chine en matière de sauvegardes. Il n'existait pas non plus de disposition établissant un délai minimal avant que des mesures provisoires puissent être appliquées. La raison en était que l'Accord sur les sauvegardes ne contenait pas de telle prescription. Cependant, les enquêtes seraient menées rapidement et les déterminations préliminaires établies uniquement après une certaine forme d'enquête. Par exemple, toutes les données disponibles relatives aux résultats de la branche de production nationale avaient été étudiées avant que la Chine n'impose des mesures de sauvegarde provisoires sur les importations de certains produits en acier.

18. Pour ce qui est de l'article 10 et de la question des produits similaires et directement concurrents, l'intervenant s'est référé à la notification par la Chine des mesures provisoires qu'elle appliquait à l'égard de certains produits en acier (G/SG/N/7/CHN/1). Dans ce cas, des facteurs tels que les caractéristiques physiques, la perception du consommateur, l'utilisation et l'interchangeabilité avaient été pris en compte.

19. S'agissant de l'article 12, le représentant de la Chine a dit que la référence aux "autres parties intéressées" comprenait toutes les personnes physiques et/ou morales et les "autres organisations" qui pourraient avoir un intérêt dans l'enquête, telles que les organisations de consommateurs et les utilisateurs industriels. En outre, l'expression "présenter leurs vues et justifications" était compatible avec l'article 3 de l'Accord sur les sauvegardes, qui exigeait de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle donne la possibilité aux parties intéressées de répondre aux exposés d'autres parties. L'article 17 des règles administratives/d'application prévoit le dépôt d'un mémoire avant audition, la tenue d'une audition publique et le dépôt d'un mémoire après audition.

20. S'agissant de la signification de l'expression "moyens appropriés" au paragraphe 2 de l'article 12, l'intervenant a cité l'exemple des enquêtes sur place.

21. Pour ce qui est de l'adjectif "justifiée", figurant au paragraphe 2 de l'article 13, il a dit que ce terme pouvait être entendu comme signifiant "légitime". En outre, les renseignements confidentiels ne seraient pas mis à la disposition de parties autres que celle qui les avait communiqués. Il n'existait pas de mécanisme comparable au système américain d'ordonnances conservatoires administratives. Les résumés des renseignements confidentiels devaient être mis à la disposition des autres parties intéressées et être substantiels afin de permettre aux autres parties intéressées de comprendre la teneur des renseignements confidentiels. Si une demande de traitement confidentiel était rejetée, la partie concernée pouvait retirer les renseignements confidentiels du dossier et l'autorité chargée de l'enquête n'en tiendrait pas compte en établissant sa détermination.

22. S'agissant de l'article 14, l'intervenant a confirmé que cette disposition visait à mettre en œuvre les articles 3:1 et 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes. En vertu de l'article 14, l'autorité chinoise chargée de l'enquête était tenue de publier un rapport exposant ses constatations et ses conclusions motivées sur tous les points de fait et de droit pertinents.

23. S'agissant des articles 15 et 16, l'intervenant a fait valoir qu'en pratique, la détermination publiée par l'autorité chargée de l'enquête contiendrait une recommandation concernant l'adoption d'une mesure corrective.

24. S'agissant de l'article 20, il a signalé que les autres types de mesures de sauvegarde pouvaient comprendre les contingents tarifaires, comme c'était le cas des mesures provisoires appliquées aux importations de certains produits en acier.

25. S'agissant de l'article 21, il a indiqué que des autorités différentes étaient responsables des types différents de mesures de sauvegarde afin de maintenir une administration uniforme de la législation pertinente.

26. Pour ce qui est de l'article 22, l'intervenant a indiqué qu'en chinois, le terme "pays" comportait une notion de souveraineté, ce qui n'était pas le cas du terme "région". Des mesures de sauvegarde devraient parfois être appliquées à des entités qui n'étaient pas des "pays", telles que des territoires douaniers distincts et des unions douanières. Pour ce qui est de l'attribution de contingents en l'absence d'une entente négociée, la Chine attribuerait les contingents sur la base de l'article 5 de l'Accord sur les sauvegardes.

27. S'agissant de l'article 24, l'intervenant a déclaré qu'il y avait une erreur de traduction. La traduction correcte était la suivante: "[L]es mesures de sauvegarde seront limitées à ce qui est nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement de la branche de production nationale".

28. En ce qui concerne l'article 27, la durée des mesures provisoires, et leur prorogation éventuelle, serait comptée pour une partie de la durée de la mesure finale. Bien qu'il n'existe pas de règle explicite à cet effet, les dispositions pertinentes de l'Accord sur les sauvegardes seraient respectées. L'intervenant a également indiqué que les obligations de notification et de consultation établies aux articles 8 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes seraient appliquées pour ce qui a trait à la prorogation éventuelle des mesures de sauvegarde.

29. S'agissant des questions du Japon sur la mesure de sauvegarde provisoire appliquée par la Chine aux importations de certains produits en acier, l'intervenant a confirmé que les importations en provenance du Kazakhstan, de l'Ukraine et du Bélarus étaient exclues car la Chine avait déjà imposé des restrictions sur l'acier en provenance de ces pays. Le contingent pour ces trois pays avait été établi sur la même base que le niveau du contingent tarifaire établi pour les Membres de l'OMC, c'est-à-dire sur la base du volume des importations des trois dernières années représentatives. Ces exclusions n'étaient pas incompatibles avec le principe du parallélisme. En ce qui concerne la question des circonstances critiques, l'intervenant a renvoyé le Japon aux pages 4 et 5 de la notification de la Chine (G/SG/N/7/CHN/1). Étant donné que la Chine était le troisième importateur mondial d'acier, un détournement des échanges vers la Chine était imminent après l'imposition de mesures de sauvegarde par les CE et les États-Unis. S'agissant de l'évolution imprévue des circonstances, l'intervenant a renvoyé le Japon à l'article XIX:1 a) du GATT de 1994 dans lequel l'évolution imprévue des circonstances et les obligations assumées en vertu du GATT étaient indiquées en tant que conditions parallèles pour l'imposition de mesures de sauvegarde. Il n'était donc pas nécessaire de définir séparément les effets causés par ces deux facteurs. L'intervenant a indiqué qu'il n'était pas en mesure de répondre aux questions détaillées du Japon concernant les données et les statistiques mais a fait observer que ces questions avaient été abordées dans le cadre de deux séries de consultations bilatérales. Il a dit qu'il serait dûment tenu compte des préoccupations soulevées par le Japon dans le cadre de ces consultations quand une détermination finale serait établie dans l'enquête sur l'acier.

30. Le représentant des Communautés européennes a remercié la Chine de ses réponses détaillées et a demandé une clarification concernant la date à laquelle la Chine comptait notifier ses règles administratives/d'application à l'OMC. Il a indiqué que les CE étaient particulièrement désireuses de prendre connaissance des règles établies par la Chine concernant la participation des exportateurs aux auditions. Les CE souhaitaient également savoir s'il y avait une date limite prescrite pour l'achèvement de l'enquête de la Chine sur l'acier et, dans l'affirmative, les CE souhaitaient en connaître le fondement juridique.

31. Le représentant du Japon a remercié la Chine d'avoir répondu aux questions, en particulier à celles qui portaient sur la Réglementation chinoise relative aux sauvegardes. S'agissant des questions relatives à l'enquête sur l'acier, il a relevé que la plupart des réponses de la Chine étaient les mêmes que celles que ce pays avait données pendant les consultations bilatérales et qu'elles n'étaient donc pas convaincantes.

32. Le représentant de la Chine a indiqué que la traduction de ses règles administratives/d'application avait été accélérée et que la notification pertinente serait communiquée à l'OMC d'ici à la fin de 2002. Il a indiqué qu'il n'y avait aucune date limite prescrite pour l'achèvement de l'enquête concernant les mesures provisoires sur l'acier mais qu'il avait été décidé que ces mesures expireraient à l'issue de 180 jours. La détermination finale serait donc établie avant l'expiration des mesures provisoires.

33. La Chine regrettait que toutes les questions et tous les points soulevés n'aient pu être traités à cette session consacrée au mécanisme d'examen transitoire, en particulier les questions relatives à la détermination finale concernant l'acier, laquelle n'avait pas encore été établie. Plutôt que de demander aux Membres d'attendre la session de 2003, la Chine s'est dite disposée à procéder à des consultations bilatérales avec ceux-ci sur toutes les questions relatives aux sauvegardes présentant un intérêt pour eux.

34. Le représentant des États-Unis a remercié la Chine de ses réponses très complètes et a tenu à répondre à deux préoccupations soulevées par la Chine. Premièrement, il a indiqué qu'il ne souhaitait pas répondre de manière détaillée à la question de l'article 9:1 et de l'exclusion des pays en développement Membres puisque cette question faisait actuellement l'objet d'une procédure de règlement des différends. Les États-Unis avaient cependant répondu à une question posée par la Chine sur ce point à la précédente réunion ordinaire du Comité, comme l'indiquait le paragraphe 103 du compte rendu de cette réunion (G/SG/M/19). Deuxièmement, il a remercié la Chine d'avoir fait part de ses préoccupations concernant le mécanisme de sauvegarde transitoire par produit. Ce mécanisme avait été accepté par la Chine et tous les Membres au titre de la section 16 du Protocole d'accession et les États-Unis avaient suivi les procédures établies dans le Protocole et le rapport du Groupe de travail pour mettre en œuvre ce mécanisme dans le cadre de la législation des États-Unis. Bien que la Chine n'ait pas cité de Membre en particulier quand elle a fait part de ses préoccupations, les États-Unis avaient engagé une procédure au titre du mécanisme de sauvegarde par produit et avaient récemment présenté à la Chine une demande d'ouverture de consultations, puis notifié cette demande au Comité. Les États-Unis attendaient avec intérêt la tenue de consultations avec la Chine sur cette question.

35. Le représentant de la Chine a dit que sa délégation attendait avec intérêt d'engager des consultations avec les États-Unis dans le cadre du mécanisme de sauvegarde transitoire par produit.

36. Le Président a noté qu'il n'existait pas de lignes directrices concernant l'établissement du rapport du Comité au Conseil du commerce des marchandises. Il a indiqué que dans plusieurs autres organes qui avaient récemment entrepris l'examen transitoire, le Président avait établi, sous sa propre responsabilité, un court rapport factuel faisant référence aux documents pertinents et auquel était joint l'extrait du compte rendu de la réunion portant sur l'examen transitoire. Il a proposé que le Comité adopte la même présentation pour son rapport.

37. Le Comité a adopté la proposition du Président concernant l'établissement du rapport du Comité au Conseil du commerce des marchandises.
